

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS70/8
26 novembre 1999

(99-5130)

Original: anglais

CANADA - MESURES VISANT L'EXPORTATION DES AÉRONEFS CIVILS

Rapport de situation du Canada

La communication ci-après, datée du 18 novembre 1999, adressée par la Mission permanente du Canada à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 21:6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Rapport de situation sur la mise en œuvre des recommandations et décisions relatives à l'affaire "Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils"

Par souci de transparence, le Canada souhaite indiquer à l'Organe de règlement des différends (ORD) où en est la mise en œuvre des recommandations et décisions relatives à l'affaire "Canada - Mesures visant l'exportation des aéronefs civils" (WT/DS70/R et WT/DS70/AB/R). Le Canada devait avoir mis en œuvre les décisions rendues par l'ORD en l'espèce pour le 18 novembre 1999, ce qu'il a fait.

S'agissant du financement sous forme de crédits accordé au titre de Compte du Canada pour l'exportation d'avions canadiens de transport régional, dont il a été constaté qu'il était incompatible avec les obligations résultant pour le Canada de l'Accord SMC, le Canada informe l'ORD qu'après le 18 novembre 1999 aucune livraison d'avions de transport régional ne bénéficiera d'un tel financement de Compte du Canada. En outre, le Ministre du commerce international a approuvé une ligne directrice prévoyant que les futures opérations de Compte du Canada dans tous les secteurs, et pas seulement celles qui concernent le secteur des avions de transport régional, devront être conformes à l'Arrangement de l'OCDE relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public. Le Ministre s'engage ainsi à ne pas autoriser qu'une opération soit menée au titre de Compte du Canada si elle n'est pas conforme à l'Arrangement. Aucune opération de Compte du Canada ne peut être effectuée sans autorisation ministérielle.

S'agissant de l'aide de Partenariat technologique Canada (PTC) à l'industrie canadienne des avions de transport régional, dont il a été constaté qu'elle était incompatible avec les obligations résultant pour le Canada de l'Accord SMC, le Canada informe l'ORD qu'à compter du 18 novembre 1999, il ne fera aucun versement au titre d'un accord de financement existant de PTC en faveur de l'industrie canadienne des avions de transport régional. À cet égard, le Canada a modifié les accords de financement de PTC concernant l'industrie canadienne des avions de transport régional pour mettre fin à toutes les obligations de versement de fonds à compter du 18 novembre. En conséquence, les quelque 16,4 millions de dollars qui devaient être versés en application de tels accords, ne le seront pas. En outre, le Canada a annulé l'approbation conditionnelle donnée avant la

parution du rapport de l'Organe d'appel pour deux autres projets concernant l'industrie des avions de transport régional. On trouvera ci-joint une copie des lettres confirmant l'annulation de ce financement.

Le Canada a également pris des dispositions pour remanier le programme PTC en vue de mettre les structures et pratiques administratives de l'organisme concerné en conformité avec l'Accord SMC et d'éviter ainsi tout risque de différend à ce sujet. Le programme PTC a été reconduit par le gouvernement et il est aujourd'hui régi par des modalités et conditions et un document-cadre révisés. Les révisions apportées ont concerné des éléments-clés tels que la possibilité pour un projet d'être retenu, les critères d'évaluation et les principes de remboursement.

Le Canada a mis en œuvre les décisions de l'Organe d'appel concernant le retrait des mesures dans un délai de 90 jours.

PROJET PTC N° 711-449547

PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE CANADA

AVENANT N° 1

LES PARTIES,

D'UNE PART: SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie ("le Ministre"),

D'AUTRE PART: ALLIEDSIGNAL CANADA INC. ("ALLIEDSIGNAL" ou "le bénéficiaire"),

CONSIDÉRANT:

- A. Que le Ministre, dans l'exercice de ses fonctions, a instauré un programme de financement connu sous le nom de Partenariat technologique Canada (PTC);
- B. Que le Ministre et le bénéficiaire ont conclu, le 20 décembre 1996, un accord de financement dans le but de réaliser un projet de recherche et développement;
- C. Que, le 2 août 1999, l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce a publié son rapport n° AB-1999-2: CANADA - MESURES VISANT L'EXPORTATION DES AÉRONEFS CIVILS (99-3221);
- D. Que la décision de l'Organe d'appel concerne certaines modalités et conditions de l'accord de financement susmentionné et que les parties à la présente souhaitent modifier l'accord de financement pour tenir compte de ladite décision.

CONVIENNENT DE CE QUI SUIVIT:

- 1. Nonobstant toute autre disposition du présent accord, à compter du 18 novembre 1999 inclus, le Ministre n'effectuera aucun versement au titre de l'accord de financement, que la demande qui aurait sinon donné lieu audit versement ait été ou non présentée avant ou après le 18 novembre 1999.
- 2. L'article 1 ci-dessus est irrévocable et ne fera l'objet d'aucune nouvelle modification.
- 3. L'alinéa 3 de l'article 12 est modifié comme suit:

"Les parties préserveront le caractère confidentiel du présent accord et ne divulgueront ni le contenu de l'accord ni les opérations prévues dans le cadre de celui-ci sans le consentement de toutes les parties, sous réserve de l'article 10.0 (*Announcements*) et de la Loi sur l'accès à l'information, ou sous réserve que la loi l'exige; le Ministre peut toutefois autoriser cette divulgation lorsqu'elle est, selon lui, requise dans le cadre d'un groupe spécial national ou international chargé d'examiner les questions commerciales, aux fins de l'examen d'un différend auquel le Canada est partie ou dans lequel il intervient en tant que tierce partie."

- 4. Toutes les autres conditions de l'accord de financement restent inchangées.

EN FOI DE QUOI les parties ont entériné la présente modification ce jour, 10 novembre 1999.

POUR SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie,

(signé) James Roberge
Partenariat technologique Canada

POUR ALLIEDSIGNAL CANADA INC.,

(signé) David J. O'Blennis
Président - AlliedSignal Canada Inc.

PROJET PTC N° 711-449112

PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE CANADA

AVENANT N° 2

LES PARTIES,

D'UNE PART: SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie ("le Ministre"),

D'AUTRE PART: BOMBARDIER INC. ("Bombardier" ou "le bénéficiaire"),

CONSIDÉRANT:

- A. Que le Ministre, dans l'exercice de ses fonctions, a instauré un programme de financement connu sous le nom de Partenariat technologique Canada (PTC);
- B. Que le Ministre et le bénéficiaire ont conclu, le 21 mai 1997, un accord de financement dans le but de réaliser un projet de recherche et développement;
- C. Que, le 2 août 1999, l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce a publié son rapport n° AB-1999-2: CANADA - MESURES VISANT L'EXPORTATION DES AÉRONEFS CIVILS (99-3221);
- D. Que la décision de l'Organe d'appel concerne certaines modalités et conditions de l'accord de financement susmentionné et que les parties à la présente souhaitent modifier l'accord de financement pour tenir compte de ladite décision.

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

- 1. Nonobstant toute autre disposition du présent accord, à compter du 18 novembre 1999 inclus, le Ministre n'effectuera aucun versement au titre de l'accord de financement, que la demande qui aurait sinon donné lieu audit versement ait été ou non présentée avant ou après le 18 novembre 1999.
- 2. L'article 1 ci-dessus est irrévocable et ne fera l'objet d'aucune nouvelle modification.
- 3. L'alinéa 3 de l'article 14 (Caractère confidentiel) est modifié comme suit:

"Les parties préserveront le caractère confidentiel du présent accord et ne divulgueront ni le contenu de l'accord ni les opérations prévues dans le cadre de celui-ci sans le consentement de toutes les parties, sous réserve de l'article 12 (*Announcements*) et de la Loi sur l'accès à l'information, ou sous réserve que la loi l'exige; le Ministre peut toutefois autoriser cette divulgation lorsqu'elle est, selon lui, requise dans le cadre d'un groupe spécial national ou international chargé d'examiner les questions commerciales, aux fins de l'examen d'un différend auquel le Canada est partie ou dans lequel il intervient en tant que tierce partie."
- 4. Toutes les autres conditions de l'accord de financement restent inchangées.

EN FOI DE QUOI les parties ont entériné la présente modification ce jour, 10 novembre 1999.

POUR SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie,

(signé) James Roberge
Partenariat technologique Canada

POUR BOMBARDIER INC.

(signé) Mike Graff
Président, Bombardier Aerospace

(signé) Robert Lefcort
Vice-Président, Services juridiques – Aerospace

PROJET PTC N° 711-449612

PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE CANADA

AVENANT N° 4

LES PARTIES,

D'UNE PART: SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie ("le Ministre"),

D'AUTRE PART: BOMBARDIER INC. ("Bombardier" ou "le bénéficiaire"),

CONSIDÉRANT:

- A. Que le Ministre, dans l'exercice de ses fonctions, a instauré un programme de financement connu sous le nom de Partenariat technologique Canada (PTC);
- B. Que le Ministre et le bénéficiaire ont conclu, le 20 mars 1997, un accord de financement dans le but de réaliser un projet de recherche et développement;
- C. Que, le 2 août 1999, l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce a publié son rapport n° AB-1999-2: CANADA - MESURES VISANT L'EXPORTATION DES AÉRONEFS CIVILS (99-3221);
- D. Que la décision de l'Organe d'appel concerne certaines modalités et conditions de l'accord de financement susmentionné et que les parties à la présente souhaitent modifier l'accord de financement pour tenir compte de ladite décision.

CONVIENNENT DE CE QUI SUIVIT:

- 1. Nonobstant toute autre disposition du présent accord, à compter du 18 novembre 1999 inclus, le Ministre n'effectuera aucun versement au titre de l'accord de financement, que la demande qui aurait sinon donné lieu audit versement ait été ou non présentée avant ou après le 18 novembre 1999.
- 2. L'article 1 ci-dessus est irrévocable et ne fera l'objet d'aucune nouvelle modification.
- 3. L'alinéa 3 de l'article 14 (Caractère confidentiel) est modifié comme suit:

"Les parties préserveront le caractère confidentiel du présent accord et ne divulgueront ni le contenu de l'accord ni les opérations prévues dans le cadre de celui-ci sans le consentement de toutes les parties, sous réserve de l'article 12 (*Announcements*) et de la Loi sur l'accès à l'information, ou sous réserve que la loi l'exige; le Ministre peut toutefois autoriser cette divulgation lorsqu'elle est, selon lui, requise dans le cadre d'un groupe spécial national ou international chargé d'examiner les questions commerciales, aux fins de l'examen d'un différend auquel le Canada est partie ou dans lequel il intervient en tant que tierce partie."
- 4. Toutes les autres conditions de l'accord de financement restent inchangées.

EN FOI DE QUOI les parties ont entériné la présente modification ce jour, 10 novembre 1999.

POUR SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie,

(signé) James Roberge
Partenariat technologique Canada

POUR BOMBARDIER INC.

(signé) Mike Graff
Président, Bombardier Aerospace

(signé) Robert Lefcort
Vice-Président, Services juridiques – Aerospace

PROJET PTC N° 711-449155

PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE CANADA

AVENANT N° 4

LES PARTIES,

D'UNE PART: SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie ("le Ministre"),

D'AUTRE PART: PRATT & WHITNEY CANADA INC. ("P&WC" ou "le bénéficiaire"),

CONSIDÉRANT:

- A. Que le Ministre, dans l'exercice de ses fonctions, a instauré un programme de financement connu sous le nom de Partenariat technologique Canada (PTC);
- B. Que le Ministre et le bénéficiaire ont conclu, le 6 mars 1997, un accord de financement dans le but de réaliser un projet de recherche et développement;
- C. Que, le 2 août 1999, l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce a publié son rapport n° AB-1999-2: CANADA - MESURES VISANT L'EXPORTATION DES AÉRONEFS CIVILS (99-3221);
- D. Que la décision de l'Organe d'appel concerne certaines modalités et conditions de l'accord de financement susmentionné et que les parties à la présente souhaitent modifier l'accord de financement pour tenir compte de ladite décision.

CONVIENNENT DE CE QUI SUIVIT:

- 1. Nonobstant toute autre disposition du présent accord, à compter du 18 novembre 1999 inclus, le Ministre n'effectuera aucun versement au titre de l'accord de financement, que la demande qui aurait sinon donné lieu audit versement ait été ou non présentée avant ou après le 18 novembre 1999.
- 2. L'article 1 ci-dessus est irrévocable et ne fera l'objet d'aucune nouvelle modification.
- 3. L'alinéa 3 de l'article 13 (Caractère confidentiel) est modifié comme suit:

"Les parties préserveront le caractère confidentiel du présent accord et ne divulgueront ni le contenu de l'accord ni les opérations prévues dans le cadre de celui-ci sans le consentement de toutes les parties, sous réserve de l'article 11 (*Announcements*) et de la Loi sur l'accès à l'information, ou sous réserve que la loi l'exige; le Ministre peut toutefois autoriser cette divulgation lorsqu'elle est, selon lui, requise dans le cadre d'un groupe spécial national ou international chargé d'examiner les questions commerciales, aux fins de l'examen d'un différend auquel le Canada est partie ou dans lequel il intervient en tant que tierce partie."
- 4. Toutes les autres conditions de l'accord de financement restent inchangées.

EN FOI DE QUOI les parties ont entériné la présente modification ce jour, 10 novembre 1999.

POUR SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie,

(signé) James Roberge
Partenariat technologique Canada

POUR PRATT & WHITNEY CANADA INC.

(signé) Alain C. Rondeau
Vice-Président du Conseil et Secrétaire général

PROJET PTC N° 710-452845

PARTENARIAT TECHNOLOGIQUE CANADA

AVENANT N° 3

LES PARTIES,

D'UNE PART: SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie ("le Ministre"),

D'AUTRE PART: SEXTANT AVIONIQUE CANADA, INC. ("Sextant" ou "le bénéficiaire"),

CONSIDÉRANT:

- A. Que le Ministre, dans l'exercice de ses fonctions, a instauré un programme de financement connu sous le nom de Partenariat technologique Canada (PTC);
- B. Que le Ministre et le bénéficiaire ont conclu, le 14 novembre 1997, un accord de financement dans le but de réaliser un projet de recherche et développement;
- C. Que, le 2 août 1999, l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce a publié son rapport n° AB-1999-2: CANADA - MESURES VISANT L'EXPORTATION DES AÉRONEFS CIVILS (99-3221);
- D. Que la décision de l'Organe d'appel concerne certaines modalités et conditions de l'accord de financement susmentionné et que les parties à la présente souhaitent modifier l'accord de financement pour tenir compte de ladite décision.

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

- 1. Nonobstant toute autre disposition du présent accord, à compter du 18 novembre 1999 inclus, le Ministre n'effectuera aucun versement au titre de l'accord de financement, que la demande qui aurait sinon donné lieu audit versement ait été ou non présentée avant ou après le 18 novembre 1999.
- 2. L'article 1 ci-dessus est irrévocable et ne fera l'objet d'aucune nouvelle modification.
- 3. L'alinéa 3 de l'article 14 (Caractère confidentiel) est modifié comme suit:

"Les parties préserveront le caractère confidentiel du présent accord et ne divulgueront ni le contenu de l'accord ni les opérations prévues dans le cadre de celui-ci sans le consentement de toutes les parties, sous réserve de l'article 12 (*Announcements*) et de la Loi sur l'accès à l'information, ou sous réserve que la loi l'exige; le Ministre peut toutefois autoriser cette divulgation lorsqu'elle est, selon lui, requise dans le cadre d'un groupe spécial national ou international chargé d'examiner les questions commerciales, aux fins de l'examen d'un différend auquel le Canada est partie ou dans lequel il intervient en tant que tierce partie."
- 4. Toutes les autres conditions de l'accord de financement restent inchangées.

EN FOI DE QUOI les parties ont entériné la présente modification ce jour, 10 novembre 1999.

POUR SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, représentée par le Ministre de l'industrie,

(signé) James Roberge
Partenariat technologique Canada

POUR SEXTANT AVIONIQUE CANADA, INC.

(signé) Jean-Pierre Mortreux
Président

5 novembre 1999

David J. O'Blennis
Président
AlliedSignal Canada Inc.
3333 Unity Drive
Mississauga, Ontario
L5L 3S6

Référence: Partenariat technologique Canada (PTC), demande n° 710-122427

Monsieur,

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a estimé que le soutien fourni dans le cadre de Partenariat technologique Canada à l'industrie des avions de transport régional était incompatible avec ses règles. Cette décision oblige le Canada à supprimer l'aide accordée à l'industrie des avions de transport régional à compter du 18 novembre 1999. Le Ministre, M. Manley, a annoncé que le gouvernement avait l'intention de se conformer à cette décision et s'est engagé à ne pas approuver de nouveaux projets ayant trait aux avions de transport régional jusqu'à ce que le programme ait été remanié pour veiller à ce que les futures opérations soient conformes aux règles de l'OMC.

Comme votre demande a reçu une approbation de principe le 3 juillet 1998 et a trait à l'industrie des avions de transport régional, nous avons décidé qu'il ne serait pas possible de donner suite à votre projet. En conséquence, nous classerons votre dossier le 17 novembre 1999.

Conformément à nos discussions, vous voudrez bien renvoyer à la personne soussignée, pour le 15 novembre 1999, une copie signée de cette lettre par laquelle vous reconnaissez que le Ministre n'a aucune obligation envers la société AlliedSignal Canada Inc. Nous déplorons les difficultés que cette décision pourrait causer et vous savons gré de votre coopération. Nous répondrons volontiers à toutes les questions que vous pourriez vous poser.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

(signé) James Roberge
Directeur exécutif adjoint
Direction de l'aérospatiale et de la défense

(signé) David J. O'Blennis
Reconnaissance
AlliedSignal Canada Inc.

5 novembre 1999

Allan Harvey
Vice-Président, Promotion commerciale
Messier-Dowty Inc.
574 Monarch Avenue
Ajax, Ontario
L1S 2G8

Référence: Partenariat technologique Canada (PTC), demande n° 710-462558

Monsieur,

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a estimé que le soutien fourni dans le cadre de Partenariat technologique Canada à l'industrie des avions de transport régional était incompatible avec ses règles. Cette décision oblige le Canada à supprimer l'aide accordée à l'industrie des avions de transport régional à compter du 18 novembre 1999. Le Ministre, M. Manley, a annoncé que le gouvernement avait l'intention de se conformer à cette décision et s'est engagé à ne pas approuver de nouveaux projets ayant trait aux avions de transport régional jusqu'à ce que le programme ait été remanié pour veiller à ce que les futures opérations soient conformes aux règles de l'OMC.

Comme votre demande a reçu une approbation de principe le 18 octobre 1998 et a trait à l'industrie des avions de transport régional, nous avons décidé qu'il ne serait pas possible de donner suite à votre projet. En conséquence, nous classerons votre dossier le 17 novembre 1999.

Conformément à nos discussions, vous voudrez bien renvoyer à la personne soussignée, pour le 15 novembre 1999, une copie signée de cette lettre par laquelle vous reconnaissez que le Ministre n'a aucune obligation envers la société Messier-Dowty Inc. Nous déplorons les difficultés que cette décision pourrait causer et vous savons gré de votre coopération. Nous répondrons volontiers à toutes les questions que vous pourriez vous poser.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

(signé) James Roberge
Directeur exécutif adjoint
Direction de l'aérospatiale et de la défense

(signé) Allan Harvey
Reconnaissance
Messier-Dowty Inc.
